

BULLETIN INTERIEUR

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la 4^e Internationale)

N^o 31

NUMÉRO SPÉCIAL

Pr x : 10 Francs

THÈSES

présentées au III^e Congrès du P.C.I.

par les camarades **CHAULIEU** et **MONTAL**

La Crise de la direction révolutionnaire est aussi la crise de la IV^e Internationale.
Pour une rupture avec toutes les formes conscientes et inconscientes du suivisme
oppositionnel.

SOMMAIRE

A. — Critique de l'automatisme et de l'opportunisme. Le stalinisme.

- I. — Critique de l'automatisme.
- II. — Période de montée ou de recul ?
- III. — Le stalinisme.
- IV. — La lutte contre le stalinisme.

B. — Sur le régime et contre la défense de l'U. R. S. S.

- I. — La société soviétique.
 - a) l'économie.
 - b) la politique.
 - c) Etat ouvrier dégénéré.
- II. — La politique révolutionnaire en U. R. S. S.

- a) Révolution politique ou Révolution sociale.
- b) « Défense de l'U.R.S.S. » et Révolution.

Note sur la thèse Lucien Guérin-Darbout.

C. — Le parti français et la lutte contre le stalinisme. — Critique du mot d'ordre « Gouvernement P.C.F.-P.S.-C.G.T. »

- I. — Critique des conceptions minoritaires.
- II. — Le confusionnisme du mot d'ordre P.C.F.-P.S.-C.G.T.
 - Mobiliser les masses.
 - Démasquer le stalinisme.
 - Quelles sont les conséquences ?
- III. — Pour un mot d'ordre réellement transitoire.

LA CRITIQUE DE L'AUTOMATISME ET DE L'OPPORTUNISME. — LE STANILISME

I. — Critique de l'automatisme

I. — Marx avait déjà prédit la mort à court terme du capitalisme. Cette erreur n'était pas grave. L'essentiel du marxisme qui était une appréciation du sens de l'histoire demeurait vraie en dépit de la fausse estimation des rythmes. Mais après Marx, Lénine ne manqua pas à plusieurs reprises à clouer le cercueil du capitalisme mondial. Le capitalisme pourtant ne mourut pas. La fameuse plate-forme de l'Internationale communiste (premier congrès) déclarait en 1919 : « une nouvelle époque est née. Époque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Époque de la révolution communiste du prolétariat. Le système impérialiste croule... » Voici 27 ans que cette triomphante proclamation a été lancée et qu'elle est restée sans effet. En 1939 encore Trotsky se permettait de traiter d'élucubrations d'intellectuels l'idée que le socialisme ne fut pas inévitable. L'optimisme à ce qu'on voit, est de rigueur dans l'histoire du communisme.

Marx, Lénine et Trotsky, il est vrai, n'ont pas cessé de dire dans le même temps que le socialisme n'était pas fatal, que la barbarie était toujours possible, mais il semble que cette idée fût toujours reléguée au second plan.

Pourtant une chose est aujourd'hui certaine. Le capitalisme, s'il pourrit, a trouvé dans cette pourriture même, un mode d'existence. Le socialisme en revanche n'a été nulle part réalisé. Dans le seul endroit du monde où une révolution prolétarienne a réussi elle a aussitôt dégénéré.

On ne saurait aujourd'hui avec sérieux camoufler les échecs de la révolution et reprendre sur le même ton triomphal qu'auparavant l'idée que les contradictions objectives du capitalisme nous mènent nécessairement à la victoire. « Le prémisses objectives ne sont pas seulement mûres, elles ont commencé à pourrir » dit le programme transitoire. Si cette phrase a un sens et de fait elle est capitale, elle veut dire qu'au fur et à mesure que la révolution est retardée, elle ne devient pas de plus en plus facile mais bien de plus en plus difficile à faire.

D'une part le capitalisme se solidifie sur le cadavre de la révolution prolétarienne. L'histoire des révolutions allemandes avortées de 1918 à 1923, nous a appris par exemple qu'une situation idéalement révolutionnaire non seulement ne porte pas nécessairement en

elle sa réussite, mais que si elle échoue elle favorise une longue période d'écrasement du prolétariat.

D'autre part le mouvement ouvrier par ses échecs favorise en lui-même tous les courants de dégénérescence. Et le stalinisme est avant tout la manifestation de ces échecs du mouvement ouvrier. Il faut donc nous défaire de toute idée d'automatisme, c'est-à-dire de dépassement objectif du capitalisme.

Le capitalisme qui dure trouve des formes toujours nouvelles d'existence pourrissante. Le prolétariat qui ne vainc pas accumule les ennemis dans son sein.

II. — Période de montée ou de recul ?

Nous ne pouvons donc caractériser la période actuelle comme une période de montée révolutionnaire, dans le même sens que le faisait l'Internationale communiste au lendemain de la première guerre impérialiste (c'est-à-dire dans le sens de la majorité aujourd'hui). S'il est vrai que la période qui vient permettra au prolétariat de se lancer une fois encore à l'assaut du capitalisme, dans un mouvement d'une ampleur insoupçonnable, il est néanmoins vrai que cette montée objective porte en elle toutes les difficultés accumulées par un passé de défaites.

L'idée que l'histoire suit une ligne droite et que le prolétariat devient de plus en plus puissant en face de ses ennemis est un mythe, et un mythe dangereux. On ne peut répéter mécaniquement dans l'éternité en se bouchant les yeux que la défaite de 1905 a rendu possible la victoire de 1917 pour le prolétariat russe. Il est évident que les défaites depuis vingt-cinq ans parce qu'elles ont découragé l'ensemble du prolétariat mondial, parce qu'elles ont fortifié la dégénérescence stalinienne, ont compromis les attaques futures du prolétariat. La complète erreur de la minorité est de vouloir caractériser la période qui vient comme une période de stagnation sinon de recul, de croire que le prolétariat est la victime des illusions parlementaires et démocratiques, et que la bourgeoisie sort victorieuse de la guerre.

La minorité traduit de manière fautive et opportuniste cette idée juste, que le prolétariat, tout en demeurant une force révolutionnaire combattive susceptible de mettre en cause prochainement le

pouvoir bourgeois, recèle les faiblesses d'un mouvement marqué par les défaites et leur conséquence : le stalinisme.

Après avoir rejeté les conceptions d'automatisme qui ont trop souvent cours dans la majorité, il nous faut donc plus radicalement encore rejeter la perspective de la minorité.

Ces deux affirmations minoritaires que le prolétariat n'est plus au niveau de la lutte révolutionnaire, qu'il stagne... et qu'il nous faut construire un parti de masse sont absolument contradictoires. Si comme le dit la minorité, la barbarie a entamé les bases sociales de la révolution, il est inutile de poser le problème de la construction du parti, car on ne fondera jamais l'essor d'un parti sur la conception d'une période de stagnation.

III. — Le stalinisme

Si nous sommes convaincus que le grand handicap du prolétariat dans le combat qu'il mènera contre la bourgeoisie consiste en un facteur subjectif, à savoir sa confiance dans la direction stalinienne, toute notre tâche doit consister à démasquer cette direction traître.

Nous mettons l'accent sur le stalinisme, car nous pensons qu'il s'agit là d'un phénomène tout différent de la social-démocratie traditionnelle. La social-démocratie est une direction prolétarienne qui pactise avec la bourgeoisie. Le stalinisme est une direction que le prolétariat s'est donnée en dépassant la social-démocratie, et qui alors même qu'elle le trahit ne passe pas pour autant à la bourgeoisie. Il nous faut donc estimer la nature et le poids du stalinisme et trouver les moyens appropriés pour le combattre.

La majorité aujourd'hui se contente s'expliquer que le stalinisme accumule les contradictions et qu'il est destiné à trahir de plus en plus ouvertement les intérêts de la classe ouvrière. Mais encore une fois, il n'y a pas de dépassement automatique, pas plus du stalinisme que du capitalisme. Au contraire tout le passé est là pour nous montrer que la trahison flagrante du stalinisme, en Chine, en France, ou en Espagne n'est pas apparue au prolétariat. Elle ne s'est pas soldée par la progression des partis de la IV^e Internationale, mais par la victoire de la réaction.

Aujourd'hui il ne s'agit pas de « prévoir » que le stalinisme mènera de plus en plus à découvrir une politique contre-

révolutionnaire de même que nous « prévoyons » que le capitalisme est incapable de trouver une stabilité quelconque et qu'il débouchera sur le chaos et sur une nouvelle guerre à issue relativement proche. Il faut trouver des moyens de lutte positifs.

Trotsky explique ainsi dans un passage capital de « Ma Vie », combien le dépassement automatique du stalinisme est un leurre. Il s'agit de l'écrasement de la révolution chinoise : « un bon nombre de jeunes camarades croyaient qu'une faillite si évidente de la politique de Staline devait rapprocher la victoire de l'opposition... Je démontrerais que l'opposition ne pouvait nullement remonter grâce à la défaite de la révolution chinoise. Que nos prévisions se soient justifiées, cela nous attirera un millier, cinq ou dix milliers de nouveaux adhérents. Pour des millions d'hommes, ce qui a une signification décisive, ce n'est pas la prévision, c'est le fait même de l'écrasement du prolétariat révolutionnaire. Après l'écrasement de la révolution allemande en 1923, après l'échec de la grève générale anglaise de 1925, la nouvelle défaite en Chine ne peut que renforcer le découragement des masses

à l'égard de la révolution internationale. Or c'est ce découragement même qui est la source psychologique essentielle de la politique de Staline, faite d'un nationalo-réformisme ». Depuis cette époque le passage de Trotsky est devenu cent fois plus vrai si cela est possible.

Il est temps de comprendre que la prévision ne doit pas aujourd'hui encore remplacer l'élaboration d'une politique conséquente.

IV. — La lutte contre le stalinisme

Si nous mettons tant d'acharnement à combattre toutes les formes d'automatisme c'est que nous pensons qu'elles se traduisent à l'intérieur du parti par une politique de suivisme vis-à-vis du P.C.F. Nous prévoyons le dépassement du P.C. par les masses et toute notre politique consiste à accélérer le moment historique qui fera voir le jour à cette trahison. Notre principale erreur est de croire que la prise de conscience par le prolétariat de la trahison de sa direction est nécessaire. Il n'en est rien. Et notre tâche essentielle dès aujourd'hui est de dissiper la confusion qui règne dans la classe ouvrière, non pas de dissiper les soi-

disant illusions démocratico-parlementaires, mais de dissiper l'illusion que le P.C. est révolutionnaire.

Pour combattre le stalinisme il faut dès maintenant convaincre une avant-garde qui au moment décisif sera capable d'entraîner à sa suite l'ensemble du prolétariat.

Il faut rompre avec le suivisme qui est la conséquence de l'opportunisme comme de l'automatisme. Rejeter la politique minoritaire qui nous propose tout simplement de nous mettre au niveau de confusion où en sont les masses et qui nous mènerait à la catastrophe ; rejeter également la politique majoritaire dans la mesure où malgré sa virulence verbale contre le stalinisme, elle consiste à nous remettre sous la dépendance du P. C. par ses mots d'ordre centraux : « Gouvernement PC. PS. CGT. et Défense de l'U.R.S.S. ».

Notre thèse prétend seulement dénoncer l'attitude du parti sur le problème du stalinisme. Nous n'avons tiré que les principales conséquences de notre position, et nous pensons que l'élaboration d'une politique conséquente reste à faire dans le cours de la période qui suivra le congrès.

SUR LE RÉGIME ET CONTRE LA DÉFENSE DE L'U. R. S. S.

La politique révolutionnaire qui, naguère, consistait essentiellement dans la lutte contre les instruments directs de la domination bourgeoise (Etat et partis bourgeois), s'est depuis longtemps compliquée par l'apparition d'une nouvelle tâche non moins fondamentale : la lutte contre les propres partis que s'était créée la classe ouvrière pour sa libération et qui, d'une manière ou d'une autre, l'avaient trahie. Ce processus de pourrissement permanent des sommets a pris une telle importance qu'il est impossible d'élaborer aujourd'hui une politique révolutionnaire cohérente et efficace sans avoir une conception nette de sa nature et de sa dynamique. L'expérience fondamentale sur ce point se formule ainsi : la social-démocratie, créée dans une période où le prolétariat et la bourgeoisie étaient les seules forces de polarisation, les seules sources de puissance autonomes sur la scène politique, ne pouvait trahir celui-là qu'en passant au camp de celle-ci, qu'en suivant une politique de plus en plus ouvertement bourgeoise. Le stalinisme par contre, pour autant qu'il ait monstrueusement trahi la révolution prolétarienne, n'en suit pas moins une ligne politique

indépendante et une stratégie autonome et opposée à celle de la bourgeoisie, non moins qu'à celle du prolétariat. Où se trouve la cause de ce phénomène, et comment pourrait-on venir à bout des obstacles qu'il crée à la révolution ? De la solution juste de ce problème dépend tout à l'heure actuelle. Mais cette solution n'est possible que si l'on part de l'analyse réaliste et dépouillée de tout préjugé doctrinaire de la société dans laquelle le stalinisme s'est pleinement réalisé et dont il tire la plus grande partie de sa virulence politique — de la société soviétique.

I. — La société soviétique

a) L'économie

S'il est incontestable que l'on ne peut comprendre la société soviétique qu'en analysant ses bases économiques, il n'en reste pas moins vrai que pour l'étude de ces bases il est indispensable de se débarrasser de tout formalisme juridique. Jusqu'ici, en effet, on croyait avoir dit l'essentiel sur cette économie lorsqu'on avait mentionné la nationalisa-

tion et la planification qui en constituent des traits dominants ; puis, sans se demander quelle signification réelle ont acquis ces traits dans l'ensemble dialectique de la vie sociale soviétique, on mettait le doigt sur les parties correspondantes du programme socialiste et l'on s'écriait triomphalement : tout de même, les bases socialistes subsistent dans l'économie soviétique. Un semblant de raisonnement pareil, qui oublie que les réalités sociales et économiques se trouvent très souvent au-delà de la formule juridique qui les couvre, aurait conduit à reconnaître la réalisation parfaite de l'égalité civique dans la démocratie bourgeoise, dont l'imposture a été tant de fois dénoncée par Lénine ; il aurait conduit à ignorer également l'exploitation qui a lieu dans la société capitaliste, puisque le droit bourgeois ignore dans les mots le capital, la plus-value, etc. ; il nous aurait ramenés de l'analyse économique matérialiste de Marx au juridisme des classiques et du XVIII^e siècle.

Il s'agit donc dans l'étude de l'économie soviétique, comme dans celle de toute autre économie, de savoir comment s'effectuent, à travers et au-delà

du camouflage juridique, la production et la distribution, autrement dit : qui dirige la production (et, par conséquent, possède l'appareil de production, et qui en profite ?

Les catégories sociales fondamentales entre lesquelles s'y déroule le processus économique sont : a) le prolétariat, formé par l'ensemble des travailleurs qui sont chargés d'un travail simple d'exécution ; b) l'aristocratie ouvrière, qui comprend l'ensemble des travailleurs qualifiés ; c) la bureaucratie, qui groupe les personnes qui ne participent pas au travail d'exécution et assument la direction du travail des autres. Evidemment, comme toujours, les limites entre ces trois catégories ne sont pas rigides.

Cette distinction est essentiellement basée sur un critère technique ; mais cette base technique est nécessairement liée à des conséquences économiques, sociales et politiques. Car sur cette distinction est fondée en U.R.S.S. la solution des deux problèmes capitaux de toute organisation économique : du problème de la direction de la production et de celui de sa répartition.

1. La direction de la production est uniquement confiée à la bureaucratie. Ni l'aristocratie ouvrière ni le prolétariat ne prennent aucune part à cette direction. Cette direction se fait, même à l'intérieur de la bureaucratie, d'une manière dictatoriale, qui ne concède au bureaucrate moyen que des marges d'initiative extrêmement limitées quant à la concrétisation de la partie du plan qui concerne son secteur. Ceci quant à la forme. Quant au fond, c'est-à-dire quant à savoir quelles sont les directions qu'imprime le sommet bureaucratique au processus économique et quels sont les considérants conscients, inconscients ou imposés par les choses qui les dictent, on les examinera plus loin.

2. Les conditions de validité de la loi de la valeur (principalement : propriété et appropriation privée, rentabilité séparée de chaque entreprise, liberté du marché, etc.) font défaut dans l'économie soviétique. D'autre part, la planification combinée à l'étatisation et embrassant l'ensemble de l'économie, fait que l'automatisme économique est remplacé, à l'intérieur de certains cadres très généraux, par la direction humaine consciente de l'économie. C'est pourquoi on peut dire que, dans l'économie soviétique, il ne reste de la loi de la valeur que cette formule très générale, que la valeur de l'ensemble des produits est égale à la somme du travail abstrait socialement nécessaire à leur production. A part ça, c'est l'arbitraire bureaucratique qui règle la distribution, c'est-à-dire qui détermine les salaires ; cet arbitraire ne connaît que deux limites économiques objectives : en ce qui concerne le travail simple, le salaire ne peut être inférieur au minimum d'existence (limite d'ailleurs extrêmement élastique, comme l'expérience des deux premiers plan quinquennaux l'a démontré) ; — en ce qui concerne le travail qualifié, le

salaire se détermine d'après la rareté relative de cette espèce de travail, compte tenu des besoins de la consommation ou de ceux considérés comme tels par le plan. En dehors de ça, l'arbitraire bureaucratique règle tout, lié évidemment par les lois psychologiques de jouissance optima et par des considérations de politique générale. A l'intérieur de la bureaucratie, la distribution se fait suivant les rapports de force, pareillement à la manière dont s'effectue la distribution de la plus-value totale entre les groupes et les trusts impérialistes.

La dynamique de cette économie est caractérisée par l'absence de crises organiques, effet de la planification quasi complète. Son équilibre, par conséquent, ne peut être mis en cause que par l'effet des facteurs extérieurs, ce qui semble devoir, si un jour elle arrive à dominer la planète, lui conférer une stabilité intérieure jamais auparavant connue dans l'histoire.

Quand on veut définir cette forme économique il devient évident qu'elle ne présente aucune analogie avec l'économie capitaliste, car, malgré la persistance de l'exploitation et la monopolisation de la direction de la production par une couche sociale, les lois économiques y sont foncièrement différentes ; d'autre part, des quatre caractères fondamentaux et indivisibles de l'économie socialiste, à savoir : 1° abolition de la propriété privée ; 2° planification ; 3° abolition de l'exploitation ; 4° direction de la production par les producteurs, elle ne présente (et sous force réserves) que les deux premiers qui sont les moins importants ; au lieu de s'approcher de plus en plus de la réalisation de ces buts fondamentaux, l'économie soviétique les a complètement abandonnés, — sans se rapprocher pour cela du mode de production capitaliste. Ni capitaliste, ni socialiste, ni même en marche vers une de ces deux formes, l'économie soviétique présente un type historique nouveau, dont le nom importe peu en réalité quand on en connaît le fond.

b) La politique

Quant au régime politique, son caractère totalitaire a été tant de fois décrit, qu'il est superflu d'insister là-dessus. Il faut simplement mentionner que ce régime, à côté de la dictature policière, comporte une emprise idéologique sur les masses, ou « étatisation des idées », telle qu'elle autorise à parler d'« altérations de la conscience des masses » dans la société soviétique à l'heure actuelle.

c) « Etat ouvrier dégénéré »

Il est clair, que la dénomination d'un état de fait est une simple convention et que tous les termes sont bons, à condition que l'on s'entende sur leur contenu et qu'ils n'entraînent à des malentendus dangereux par leurs effets poli-

tiques. C'est sous cet angle que doit être envisagé et condamné le terme « état ouvrier dégénéré » employé à propos de l'U.R.S.S. La structure de cette expression implique que le fait fondamental de la réalité actuelle soviétique se trouve dans son caractère d'Etat ouvrier, et, que, pour expliquer certaines nuances, on doit recourir à la notion de la dégénérescence. Or, il n'en est rien. La dégénérescence s'y trouve depuis longtemps dépassée, car elle est parvenue à la maturité complète ; l'évolution y est arrivée à ce point qui, par la création de nouvelles formes pour des contenus nouveaux, permet de saisir le phénomène dans son fonctionnement actuel pour ainsi dire « indépendamment » de sa provenance.

L'étatisation et la planification jouent aujourd'hui un rôle fondamental dans l'économie soviétique ; mais dire que, dans leur contenu actuel, elles suffisent à donner un caractère tant soit peu « ouvrier » à l'Etat soviétique, c'est attacher une signification au droit indépendamment du processus réel économique, c'est remplacer l'analyse économique marxiste par un juridisme abstrait ; c'est encore séparer l'économique du politique d'une façon schématique et inacceptable pour l'étude de l'époque actuelle. Si l'étatisation en U.R.S.S. suffit pour conférer à cet Etat le nom (pris avec une signification active) d'« Etat ouvrier en dégénérescence », pourquoi les étatisations dans un pays bourgeois ne suffiraient-elles pas pour lui conférer le nom d'Etat ouvrier en gestation ? La question n'est pas de savoir s'il y a étatisation, mais par qui et au profit de qui est instaurée ou maintenue cette étatisation. Si dans la société capitaliste classique la puissance économique reste distincte du pouvoir politique et se l'approprie en tant qu'objet extérieur à elle, le processus historique a renversé peu à peu ce schéma : déjà dans l'époque impérialiste la distinction, tant réelle que personnelle, du pouvoir politique et du pouvoir économique, apparaît comme caduque ; dans la société soviétique il est impossible même de la concevoir. Une situation technique et économique détermine une structure politique, qui, dès ce moment, régit l'économie, tandis que l'importance de l'automatisme des lois économiques diminue de plus en plus. C'est pourquoi le seul critère permettant de donner une définition sociologique de l'U.R.S.S. est le suivant : qui détient le pouvoir politique et au profit de qui l'exerce-t-il ? La réponse à cette question ne peut être que la suivante : Le pouvoir politique (et par conséquent, la puissance économique aussi est détenu par une couche sociale dont les intérêts sont absolument contradictoires dans le fond avec ceux du prolétariat soviétique et qui exerce ce pouvoir pour ses propres intérêts contre-révolutionnaires. Cette couche n'a rien de commun ni avec la classe ouvrière, ni avec la classe capitaliste. Elle constitue, ainsi que l'Etat qu'elle dirige et qu'elle exprime, une nouvelle formation historique.

II. — La politique révolutionnaire en U.R.S.S.

a) Révolution politique ou révolution sociale.

La stratégie et la tactique de l'Internationale et de sa section russe envers cet état de choses doit être nettement et entièrement révolutionnaire. La question de savoir si on peut d'une façon scolastique définir la révolution à accomplir en U.R.S.S. comme une révolution politique ou sociale présente peu d'intérêt, si on se rend compte des tâches à y réaliser. Il faut en plus comprendre que le fond pratique de cette distinction ne se trouve pas dans la nécessité d'effectuer ou non une transformation de rapports de propriété, mais en ceci : peut-on conserver l'appareil étatique avec des simples changements dans le personnel dirigeant et les postes de confiance (révolution politique), ou cet appareil doit-il être brisé et reconstitué de nouveau dans des formes nouvelles (révolution sociale) ? Or il est évident que c'est ce deuxième cas qui se présentera en U.R.S.S. lorsque la classe ouvrière pourra renverser Staline. Car la structure réelle de l'Etat soviétique ne conserve essentiellement rien qui puisse la différencier en général de n'importe quel autre appareil historique de domination d'une classe sur une autre. Lorsque la révolution sera accomplie en U.R.S.S., il faudra non seulement remplacer le parti au pouvoir par le nôtre, non seulement faire revivre ou plutôt renaître les instruments du pouvoir ouvrier, les soviets, (car les soviets d'aujourd'hui n'en ont que le nom), mais encore faudra-t-il créer des instruments nouveaux de contrôle, car un des facteurs favorables au développement de la bureaucratie consiste dans ce fait que pendant la période 1917-1923 la direction bolchévique n'a pas pu exprimer pratiquement toute la défiance que devait lui inspirer cette bureaucratie. Ce que Trotsky nomme le deuxième aspect de la révolution permanente, et qui concerne la révolution socialiste elle-même, le changement continu de peau, doit trouver son application aussi dans la réglementation des rapports politiques et étatiques après la victoire de la révolution.

b) Défense de l'U.R.S.S. et révolution.

Les grands points de la stratégie et de la tactique révolutionnaires restent donc valables aussi pour la révolution antibureaucratique, sous réserve d'adaptation adéquate. C'est ce qui dicte aujourd'hui impérieusement l'abandon du mot d'ordre de la « défense de l'U.R.S.S. » Même pour ceux qui admettent l'existence des bases socialistes dans l'économie soviétique, il est clair que le salut final de ces vestiges dépend de la victoire de la révolution à l'échelle mondiale et que l'obstacle n° 1 pour cette victoire se trouve dans la bureaucratie stalinienne. La lutte contre cette

bureaucratie constitue donc la tâche fondamentale pour le prolétariat soviétique. Est-ce que cette lutte en temps de guerre est compatible avec la « défense de l'U.R.S.S. » ? Evidemment non. Développer cette lutte signifie par exemple développer les grèves, les manifestations, saper l'appareil de répression et enrayer le fonctionnement en général de l'appareil étatique, provoquer l'insurrection dans l'armée, retirer les régiments révoltés du front et les faire marcher sur la capitale, etc. La guerre, comme la révolution, est un bloc. On ne peut mener l'une qu'en abandonnant l'autre. La « lutte sur deux fronts » relève de la stratégie en chambre et n'a jamais existé en pratique, car inévitablement le moment arrive où l'une des deux luttes devra primer l'autre.

On se demande très souvent : est-ce qu'on peut souhaiter la victoire d'un impérialisme sur le stalinisme, est-ce qu'on peut même être indifférent au résultat de la lutte qui aurait pour effet d'abolir les « bases socialistes » de l'économie soviétique ? On peut répondre très facilement en demandant en quoi l'existence de ces bases constitue aujourd'hui un facteur favorable pour le développement de la révolution mondiale. On pourrait aussi remarquer que ces objections démontrent une mentalité arriérée, qui croit à l'importance détachée de victoires ou de non-défaites locales et isolées pendant vingt ou trente années, indépendamment du processus international. Mais le fait essentiel se trouve ailleurs. Il se trouve dans l'ignorance complète de l'ABC du marxisme dont font montre des gens qui croient qu'à l'époque actuelle une révolution en temps de guerre est possible à l'intérieur d'un pays sans que cela implique une haute température révolutionnaire mondiale, et sans que la victoire de cette révolution entraîne aussi pour les autres pays une crise capable pour le moins de lier les mains à une intervention contre-révolutionnaire. C'est en fait cette considération qui a dicté ou qui devait dicter notre politique défaitiste à l'intérieur des pays en guerre contre l'Axe. C'est aussi cette confiance dans nos idées et dans la solidarité internationale du prolétariat qui doit guider notre politique en U.R.S.S.

Bien entendu, il se s'agit pas de remplacer maintenant et à l'échelle internationale la propagande défensiste par la propagande défaitiste. Le mot d'ordre de la « révolution indépendamment de tout risque de défaite » est un mot d'ordre qui a une signification principale pour la section russe. Pour l'Internationale en général il serait inopportun et dangereux de le souligner d'une façon spéciale, et d'en faire un point central de propagande. Sans jamais perdre de vue la solidarité internationale du mouvement, le prolétariat de chaque pays doit lutter contre ses propres bourreaux. Ce qui importe aujourd'hui pour l'Internationale, c'est d'avoir une conception claire de la nature du stalinisme, et de se débarrasser de la confusion lamentable que crée la coexistence mons-

trieuse des mots d'ordre « révolution contre la bureaucratie » et « défense de l'U.R.S.S. ».

NOTE SUR LA THESE LUCIEN, GUERIN, DARBOU

Cette thèse, avec les conclusions pratiques de laquelle nous sommes d'accord (abandon du défensisme, défaitisme révolutionnaire en U.R.S.S.), présente à côté de lacunes (manque de justification du défaitisme, manque d'un essai de liaison organique entre le phénomène de dégénérescence russe et la société capitaliste) certaines erreurs à notre avis assez essentielles pour qu'on en dise quelques mots.

Après avoir, à juste titre, critiqué le juridisme qui s'en tient à la formule des lois au lieu de regarder la réalité économique, et après avoir en substance dit que la collectivisation de l'économie soviétique ne signifie rien à cause de la dépossession politique du prolétariat, les camarades L., G. et D. écrivent à propos des nationalisations en Europe orientale « qu'elles ne diffèrent aucunement de celles qu'on peut voir en Europe orientale ». Or, précisément dans ce cas c'est la dépossession politique de la bourgeoisie qui rend ces nationalisations significatives : la monopolisation, effectuée ou en train de se préparer, du pouvoir politique par les P.C. dans ces pays, rend la bureaucratie stalinienne maîtresse des moyens de production nationalisés, de la même manière en général, que l'est la bureaucratie russe, quoique dans des modalités différentes. Ce qui montre encore une fois que le stalinisme poursuit dans ces pays, sous une perspective de terme court ou moyen, la politique qu'il mène à l'échelle mondiale sous une perspective de long terme, à savoir, une politique d'assimilation.

C'est ce qui nous mène à une autre erreur fondamentale des camarades L., G. et D., consistant à identifier l'antithèse stalinisme-impérialisme à n'importe quelle antithèse impérialiste ; ce qui implique une indifférence quant au régime intérieur des pays occupés par l'armée rouge et aux différences fondamentales, de l'aveu propre des camarades, qu'il présente avec celui des pays occupés par l'impérialisme ; ce qui nous laisse complètement dans le noir lorsqu'il s'agit de savoir pourquoi le stalinisme s'appuie, pour sa lutte contre les impérialistes, sur le mouvement ouvrier des autres pays. Les camarades comprennent parfaitement que le régime soviétique n'est pas socialiste et qu'il n'est pas forcé pour ça d'être capitaliste ; pourquoi ne peuvent-ils pas comprendre que sa politique extérieure, pour ne pas être révolutionnaire, peut très bien être non capitaliste, c'est-à-dire anticapitaliste ? C'est pourquoi le terme « expansionnisme bureaucratique » est de beaucoup préférable à celui d'« impérialisme », nuancé de n'importe quelle façon.

On n'insistera pas ici sur des erreurs de moindre importance (p. ex. thèse 10).

LE PARTI FRANÇAIS ET LA LUTTE CONTRE LE STALINISME

Critique du mot d'ordre " P.C.F. - P.S. - C.G.T. "

La question du mot d'ordre PCF.PS.CGT est extrêmement importante puisque cette formule a été utilisée avec l'accord de la majorité et de la minorité dans toute la période qui s'est écoulée et que la majorité voudrait encore en faire le thème central de la période

I. — Critique des conceptions minoritaires

Nous combattons tout d'abord la position minoritaire qui refuse d'assimiler PCF.PS.CGT à Gouvernement-Ouvrier et Paysan et qui en fait un mot d'ordre parlementaire. La minorité insiste sur la fameuse séparation de la propagande générale et de l'agitation, mais lui donne un sens spécial. La propagande générale nous dit-elle, utilise tous les thèmes traditionnels du Parti mais elle est inactuelle ; l'agitation, qui est actuelle, doit permettre de prendre position sur les problèmes politiques tels qu'ils sont posés par les partis ouvriers, c'est-à-dire sur les problèmes parlementaires. Cette division ne fait que camoufler chez la minorité une division programmatique qui est la caractéristique de l'opportunisme. On retourne sans l'avouer à l'idée d'un programme maximum et d'un programme minimum. Le programme minimum c'est ce que Séverin appelle aujourd'hui la tactique (1) : nous nous plaçons sur le plan de la politique bourgeoise et nous critiquons l'attitude des partis ouvriers, nous leur reprochons de ne pas rompre le tripartisme et de ne pas gouverner quand la majorité les y autorise, ou bien de ne pas passer dans l'opposition quand la minorité les y contraint. A travers ces critiques les masses font paraître l'expérience de leurs grands partis. Le programme maximum correspond à la propagande. Celle-ci consiste, quand cela est possible, à définir la nécessité de la dictature du prolétariat et à montrer qu'elle sera incarnée par le P.C.I.

C'est une évidence qu'en définissant le gouvernement PC.PS.CGT. comme une formule parlementaire et le gouvernement ouvrier et paysan comme la dictature du prolétariat, la minorité a esquivé la difficulté d'un mot d'ordre politique transitoire. S'il est vrai comme le dit Trotsky que « le vieux programme minimum est constamment

dépassé par le programme de transition dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne » il est manifeste que la tactique de la minorité n'est en rien transitoire. Axée sur une critique de la politique parlementaire stalinienne et réformiste, elle ne saurait en rien préparer une mobilisation des masses.

De plus, cette idée courante chez les minoritaires selon laquelle les masses font l'expérience de leur direction alors même que la trahison de celles-ci reste située sur un plan parlementaire, nous paraît absolument contestable. Les masses ne pourront faire une expérience décisive si elles ne sont elles-mêmes engagées dans cette expérience.

II. — Le confusionnisme du mot d'ordre PC.PS.CGT.

Nous sommes donc d'accord avec la majorité pour donner au mot d'ordre Gouvernement ouvrier et paysan un sens transitoire. Ce mot d'ordre est bien transitoire puisqu'il met l'accent sur la nécessité pour les ouvriers et les paysans de se mobiliser, de prendre le pouvoir et d'imposer le gouvernement qu'ils désirent. Il n'est pas minimum puisqu'il signifie la rupture avec la bourgeoisie, il n'est pas maximum puisqu'il pousse les masses à mettre au pouvoir les représentants en qui elles ont actuellement confiance : P.C. et P.S.

Notre divergence avec la majorité vient de ce que nous ne sommes pas d'accord sur la traduction du mot d'ordre : « gouvernement ouvrier et paysan » par « P.C.-P.S.-C.G.T. au pouvoir ». Cette dernière formule qui a été la plus souvent lancée en avant, isolément dans la période qui vient de s'écouler, ou qui est apparue comme telle, n'a pu que créer une confusion supplémentaire dans la conscience des masses. Problème d'agitation, dira-t-on, mais problème essentiel qui implique une attitude politique générale.

Mobiliser les masses

Quelle est l'explication de la majorité : « P.C.-P.S.-C.G.T. au pouvoir » implique, dit-elle, que les masses se mobilisent pour imposer le pouvoir à leurs organisations. Mais qu'est-ce qu'un mot d'ordre ? Une formule significative par elle

seule, capable d'être utilisée dans l'agitation quotidienne, crayonnée sur les murs, accessible immédiatement. Nous demandons en quoi la formule du gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T. laisse paraître une action des masses. En fait ce mot d'ordre n'est compréhensible qu'à la lumière d'une explication. « Ne vous méprenez pas, expliquons-nous à notre public, il ne s'agit pas d'une formule gouvernementale comme les autres. Il faut que les masses imposent ce gouvernement, sans quoi il n'a pas de valeur. D'ailleurs si vous étiez plus « politisés » vous auriez compris qu'il s'agit d'une formule extraparlamentaire, puisque nous ne disons pas seulement P.C.-P.S., mais aussi « C.G.T. au pouvoir ». En fait, si comme le dit la majorité l'essentiel de ce mot d'ordre c'est qu'il signifie la mobilisation des masses, il faut mettre l'accent sur cette mobilisation, et non la mettre entre parenthèses : « P.C.-P.S.-C.G.T. (sous le contrôle des masses) au pouvoir ».

Oui ou non le gouvernement est-il la conséquence de la mobilisation des masses ou la mobilisation est-elle la conséquence du gouvernement ? Nous avons choisi l'inversion et nous avons fait de l'action des masses un simple corollaire de ce gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T. Disons-le tout net : il y a là le signe d'une inqualifiable dérobade, d'un manque évident d'agressivité révolutionnaire.

Comment justifier ce mot d'ordre ? Pablo invoque l'expérience bolchévique, mais en fait cet exemple se retourne contre son interprétation. « C'est dans ces conditions que les bolchévicks ont traversé toute cette période démocratique, avec deux mots d'ordre essentiels : « Tout le pouvoir aux Soviets » et « A bas les ministres capitalistes ». Etant donné le rapport des forces dans les Soviets, cela signifiait pratiquement que le pouvoir passerait aux mains des Menchevicks et des socialistes-révolutionnaires qui y détenaient la majorité. Par conséquent la formule « Tout le pouvoir aux Soviets. A bas les ministres capitalistes », se traduisait pratiquement par la revendication d'un « gouvernement menchevicks-socialistes révolutionnaires ».

Nous nous moquons que la signification pratique des mots d'ordre de Lénine soit « Menchevicks et Socialistes révolutionnaires au pouvoir ». Ce qui importe c'est que Lénine n'a pas lancé ce mot d'ordre et qu'il mettait l'accent sur l'action propre des masses : « Tout le pouvoir aux Soviets ».

(1) B.I. Pour une politique conséquente sur le mot d'ordre gouvernement PCF.PS.CGT.

2° Notre seconde critique est certainement plus décisive encore.

Les camarades de la majorité n'ont d'autre but que de se référer à l'expérience bolchévique. Ils feraient mieux de comprendre que l'expérience actuelle n'est pas à calquer sur l'expérience bolchévique et que les staliniens ne sont pas les menchévicks d'aujourd'hui.

Le programme transitoire est transitoire en deux sens : il lance des mots d'ordre qui d'une part permettent de faire un pont entre le capitalisme et le socialisme, et d'autre part, permettent de démasquer les organisations traîtres.

Le mot d'ordre P.C.-P.S.-C.G.T. ne réalise pas le premier point, nous l'avons montré, parce qu'il ne met pas l'accent sur les mobilisations des masses. Mais c'est surtout le second point qu'il contredit absolument parce qu'il ne dissipe pas les illusions des masses sur leurs organisations traîtres, et plus précisément sur le P.C., dont l'influence sur les masses ne saurait être comparée à l'influence traditionnelle de la social-démocratie.

Quelles sont les conséquences ?

1) Ceux qui sont derrière le P.C. et continuent à avoir une confiance aveugle dans le P.C. nous dénoncent comme des provocateurs. Et c'est un fait que nous semblons pratiquer une sorte de politique du pire. « Que le P.C. prenne le pouvoir pour qu'il y laisse sa peau » ;

2) Ceux qui pensent que le P.C. trahit mais qu'il est encore la seule grande force capable de barrer la route à la réaction se voient justifiés dans leur suivisme et continuent par exemple à voter pour lui. En tout cas ils ne viennent pas à nous ;

3) Ceux qui sont absolument écœurés de la politique du P.C. et veulent lui tourner le dos considèrent que nous sommes à la remorque du P.C. ;

4) A l'intérieur même du Parti, les militants dans leur ensemble n'assimilent pas ce mot d'ordre. Ils sont incapables physiquement de se mobiliser à la fois pour dire que le P.C. est une force essentiellement contrerévolutionnaire et qu'il faut le porter au pouvoir.

Nous n'hésitons pas à penser qu'en ce sens le mot d'ordre P.C.-P.S.-C.G.T. est une des principales raisons de stagnation pour le Parti aujourd'hui.

Dans toute la période qui vient de s'écouler le Parti n'a pas dissipé la confusion de la démocratie parlementaire. Ce n'est pas un hasard si à l'intérieur du Parti une très forte tendance, la Minorité a même voulu donner un sens parlementaire à la formule P.C.-P.S.-C.G.T., et ce n'est pas un hasard non plus, n'en déplaise à la Majorité, si à l'extérieur cette formule a été comprise dans ce sens parlementaire que lui prêtait la Minorité.

Quelle est donc notre conclusion ? Et faut-il aboutir au rejet pur et simple de toute formule gouvernementale ?

C'est ce que fait la thèse des camarades L.G.D. et c'est ce que faisait en un sens différent le camarade Pascal.

L'attitude de Pascal relève de l'ultra-gauchisme. Celui-ci dans une résolution présentée au rayon sud-est (17-7-46) demande l'abandon du mot d'ordre Gouvernement Ouvrier et Paysan lui-même qui, dit-il, trace une perspective et qui n'est pas un mot d'ordre alors que de toute évidence c'est l'inverse qui est vrai. Par ailleurs Pascal déclare ouvertement qu'il n'y a pas de transitoire sur le terrain politique et renonce à tout autre mot d'ordre que celui de dictature du prolétariat. Le texte L.D.G. rejoint partiellement la même position dans la mesure où il critique le mot d'ordre P.C.-P.S.-C.G.T. sans apporter aucune autre solution qu'une lutte exclusivement économique (1).

Nous pensons quant à nous qu'il est absolument vrai qu'aujourd'hui le combat doit être d'abord économique et social au sens le plus large du mot. C'est sur la question des salaires, du ravitaillement, sur le mot d'ordre central de grève que nous devons mettre l'accent. Mais il serait absolument faux de mettre entre parenthèses toute position

(1) En outre, cette thèse nous paraît ignorer quel est le sens du gouvernement ouvrier et paysan. Ce n'est pas seulement la formulation P.C.-P.S.-C.G.T. qu'elle attaque, mais l'idée même que pourrait se réaliser un pareil gouvernement. « Le gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T., lisons-nous, ne donnerait pas le temps aux ouvriers de tirer les leçons de son action. Un de ces premiers gestes, sous l'impulsion du P.C.F., qui en serait l'aile marchante, serait « d'éliminer l'avant-garde ». Il est visible que ces camarades convoient encore l'avènement d'un tel gouvernement comme ne modifiant pas le niveau de la lutte des masses, pour tout dire, qu'ils en ont une conception parlementaire tout comme la minorité malgré toute leur opposition à la thèse minoritaire. Si nous en étions à un point d'offensive des masses tel qu'un gouvernement ouvrier et paysan soit rendu possible dans l'heure, sans aucun doute c'est que les grandes organisations seraient déjà partiellement débordées, incapables d'exercer une répression tranquille contre les révolutionnaires.

Enfin, quand les camarades écrivent : « Aussi estimons-nous que l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T. ne constituerait nullement un pas en avant pour la révolution. Nous avons intérêt à gagner du temps afin de construire péniblement, lentement, notre organisation. Une large période d'équilibre relatif de démocratie bourgeoise au cours de laquelle nous pourrions gagner un à un les ouvriers déçus par la politique du P.C.F. nous est plus favorable qu'une prise de pouvoir actuelle par les partis traîtres », ils dévoilent une conception absolument subjective du parti. La dynamique de la lutte des classes doit porter la dynamique du parti. Au lieu de cela, les camarades préfèrent une période d'équilibre relatif comme si une telle période était propice au développement du parti. Et ils sont si préoccupés de construire un parti de masse avant que les masses n'entrent en action qu'ils seraient tout prêts de se lamenter si une crise révolutionnaire éclatait tout à coup, et tout près de la déclarer inopportune.

politique sous prétexte quelle n'a pas de réalisation possible dans le cours de la semaine. Quand le camarade Pascal par exemple « demande que la lutte directe du parti pour le pouvoir ouvrier passe provisoirement par la lutte pour le contrôle ouvrier et l'armement du prolétariat », il perd l'A.B.C. de la tactique révolutionnaire et se révèle incapable de comprendre comment des mots d'ordre peuvent être dans un même sens hiérarchisés.

Nous devons, dès aujourd'hui, lancer un mot d'ordre du couronnement politique, sans quoi nous apparaîtrions comme de simples agitateurs ou comme des opposants syndicaux.

Ce mot d'ordre quel est-il ? Il existe : c'est celui de gouvernement ouvrier et paysan.

Nous pensons que ce mot d'ordre a tout d'abord le mérite d'être essentiellement transitoire. C'est une formule dynamique, dont le contenu évolue à chaque étape de la lutte jusqu'au stade final, qui est celui de la dictature du prolétariat. A chaque étape, « gouvernement ouvrier et paysan » garde son caractère explosif et constitue un levier pour la situation.

La critique que l'on fait au mot d'ordre « gouvernement ouvrier et paysan » : c'est qu'il s'agit d'une formule encore imprécise et qui ne parle pas directement à la conscience des masses. Mais il n'y a là rien de gênant, au contraire. Comme le faisait remarquer le camarade Morin, lors d'une assemblée de rayon (Sud-Est, 17 juillet 1946) le mot d'ordre d'échelle mobile des salaires, malgré sa justesse absolue, n'a pas été immédiatement reconnu par les travailleurs au lendemain de la libération ; c'est seulement maintenant que la conscience des masses y devient perméable, parce que cette conscience s'est élevée, qu'elle est devenue plus combattive. Morin en tirait l'étrange conclusion que le mot d'ordre P.C.-P.S.-C.G.T. s'il n'était pas compris aujourd'hui, le serait un peu plus tard. En fait ce mot d'ordre est compréhensible immédiatement mais dans un sens faux. Nous ne lui reprochons pas de ne pas être sensible aux ouvriers mais de les jeter dans la confusion. Ce n'est pas seulement aujourd'hui, au stade actuel qu'il n'est pas efficace, mais c'est à tous les stades de la lutte. Quand la crise révolutionnaire sera ouverte, « P.C.-P.S.-C.G.T. au pouvoir » sera encore faux et nous devrons par exemple, dire : « Tout le pouvoir aux soviets. » Si l'argumentation de Morin est manifestement fautive, en revanche elle devient vraie au regard de « gouvernement ouvrier et paysan ». Voici le type même du mot d'ordre exact, révolutionnaire quant à sa forme même mais qui n'est perméable qu'à un certain niveau de la combativité révolutionnaire.

Il faut lancer « gouvernement ouvrier et paysan » même si aujourd'hui une infime minorité « reconnaît » ce mot d'ordre. C'est le signe que le combat n'en est encore qu'à un stade préliminaire. Au fur et à mesure que la conscience

révolutionnaire évoluera vers la maturité, ce mot d'ordre aura une audience de plus en plus large.

Les camarades qui veulent mettre en avant « P.C.-P.S.-C.G.T. » sont hantés par l'idée qu'il faut menér une agitation fébrile sur le terrain politique. Ils ont le sentiment qu'une telle formule peut être un levier révolutionnaire ce soir même ou demain matin. Ils ne comprennent pas qu'il faut que la conscience des masses mûrisse, et qu'une telle formule n'est interprétable actuellement que dans une perspective parlementaire.

Nous proposons seulement toutes les fois que cela sera possible, sur le terrain de *l'explication* (la campagne électorale nous en fournit les meilleures occasions) de montrer ce que signifie concrètement un gouvernement ouvrier et paysan. Nous proposons également sur les affiches où nous pouvons déployer notre programme de traduire

« gouvernement ouvrier et paysan » par une formule non équivoque qui mette l'accent sur la mobilisation des masses et non sur la prise du pouvoir par les partis traîtres.

Pour nous résumer :

1° Rejet de « P.C.-P.S.-C.G.T. au pouvoir », même si l'on ajoute « sous le contrôle des masses ».

2° Hiérarchie dans les mots d'ordre, avec priorité aux revendications économiques. Le mot d'ordre « gouvernement ouvrier et paysan » est situé comme le couronnement de tous nos autres mots d'ordre transitoires : échelle mobile des salaires, contrôle ouvrier sur la production, les prix et le ravitaillement, plan de production, A LA PORTE LES MINISTRES CAPITALISTES, GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN.

3° Formule explicative qui n'entretienne aucune confusion sur les partis traîtres, mais donne le sens du gouverne-

ment ouvrier et paysan. Par exemple : « Travailleurs, pour rompre la coalition avec la bourgeoisie

pour imposer à vos organisations le gouvernement ouvrier et paysan, pour contrôler l'application de votre programme :

ARMEMENT DU PROLETARIAT,
PLAN DE PRODUCTION,
NATIONALISATION SANS INDEMNITE NI RACHAT,
PASSEZ A L'ACTION DIRECTE A L'USINE ET DANS LA RUE ».

Tous les militants du parti doivent prendre conscience que le rejet du mot d'ordre P.C.-P.S.-C.G.T. n'est pas une question de terminologie, mais bien de politique essentielle.

La solution que nous donnerons à ce problème central dans la période qui vient, nous fera-t-elle encore apparaître ou non comme une petite opposition à la remorque du stalinisme.